

## LA RÉVOLTE DES PAYSANS...

Comme s'il s'agissait d'un plan concerté, les étapes du «tour de France» des revendications paysannes se multiplient. Après la Bretagne, puis la Vendée, le «*midi bouge*». En pleine période de moisson, de récoltes, les paysans abandonnent leur travail pour barrer les routes avec leurs tracteurs, pour attaquer les préfectures, pour tenir des meetings publics. Quand le paysan abandonne, même provisoirement, ses cultures, c'est que les conditions qui lui sont faites, condamnent leurs efforts à la stérilité.

Le mouvement avait démarré en Bretagne dans le Léon, où les agriculteurs mécontents ont brûlé quelques urnes, puis après, conduits par Alexis Gourvenec, investi la préfecture. Gourvenec est d'inspiration poujadiste. Il n'a jamais caché son mépris pour l'État et les partis politiques. Mais son audience, plus que par des considérations doctrinaires, repose sur un mécontentement légitimé par une politique (pour ne pas dire une absence de politique) agricole qui conduit la paysannerie à la ruine.

Parce que les marchés ne sont pas assainis, parce que les circuits sont encombrés d'intermédiaires aux dents longues, parce qu'enfin les productions ne sont pas orientées en fonction d'une demande sérieusement chiffrée, plus de la moitié des récoltes est gaspillée tandis que les cours restent élevés à la vente et incroyablement bas à la production. Ainsi, les pommes de terre, les choux-fleurs, les artichauts pourrissent (quand les invendus ne sont pas récupérés «*gracieusement*» par les ramasseurs pour être revendus au prix fort) pour que les cours soient maintenus à un taux élevé. C'est contre cette «*anarchie*» du système que les paysans ont manifesté et non parce qu'ils admettent que les notions de Poujade sur l'État sont convaincantes.

Mais dans le contexte politique actuel, où l'extrême droite et, parmi elle, les poujadistes et les dorgéristes, cherche à créer des difficultés au Gouvernement gaulliste dans le règlement du conflit algérien, l'exploitation des revendications paysannes est facilité par l'inexpérience du syndicalisme paysan qui, selon la formule de M. Pleven, est en train de faire ses dents.

Néanmoins, affirmer que l'O.A.S. ou les Poujadistes «*téléguident*» les manifestations, serait schématiser arbitrairement une situation de fait beaucoup plus nuancée.

En vérité, pour sa grande masse, l'attachement de la paysannerie aux formes républicaines de gouvernement n'est pas niable. Mais ses revendications de classe n'en sont pas moins incontestables. Trop longtemps délaissée comme classe mineure par les marxistes, selon que la révolution ne pouvait être le fait de la classe ouvrière, la paysannerie, et singulièrement la petite exploitation s'est repliée sur elle-même, cherchant, dans le développement des techniques, un remède à sa misère. Ce développement, elle l'a acquis... Mais les biens qu'elle escomptait légitimement en retirer sont allés à des groupes de pression qui continuent de naviguer dans l'entourage des technocrates de l'agriculture.

Cette première étape ayant été désastreuse, il ne reste plus aux paysans que l'action directe pour des réformes profondes de structure. Ces réformes, ils luttent et lutteront pour les obtenir. Le «*Plan*» prévoit un nouvel accroissement de 10% de la production agricole. A quoi ces surplus serviront-ils quand les récoltes actuelles sont artificiellement excédentaires? Nous disons bien excédentaires. Nous disons bien artificiellement, car peut-on parler de récoltes excédentaires quand les salaires familiaux confinent à la misère? Quand, dans le monde sévit la faim? Quelle politique criminelle justifie le brûlage des récoltes dans le même temps que la famine détruit des populations?

L'expérience tentée par les producteurs bretons qui vendaient directement dans la capitale leurs artichauts ou leurs choux-fleurs n'avait qu'une valeur symbolique et ne pouvait être considérée comme une méthode rentable. Mais le but était de démontrer que le raccourcissement du circuit diminuait automatiquement le prix à la vente. C'est ce qu'a réalisé Edouard Leclerc avec ses réseaux dont la popularité est très grande en Bretagne.

Par la création de marchés-gares où les producteurs peuvent grouper leurs envois sans être tributaires des ramasseurs; par l'association des cultivateurs à l'échelon local et régional en coopératives; les prix peuvent être judicieusement élaborés de manière telle qu'ils garantissent aux paysans des revenus décent et qu'ils ne soient pas un obstacle à la consommation.

Pour cela, il faut détruire les citadelles des chevillards et intermédiaires de bureaux. Il faut imposer une politique agricole qui tienne compte des besoins réels de la paysannerie.

Le discours de Michel Debré n'a pas répondu aux aspirations des travailleurs de la terre. Alors, le cycle des manifestations pour les faire admettre est déclenché.

Si les travailleurs, paysans et d'industrie comme à Saint-Nazaire comprennent la solidarité d'intérêt qui les lie, alors, de grands espoirs sont permis.

**Mesmin GILLARD.**

---